



Numéro PPQ/6972

lundi 5 janvier 2015

## **Les grands titres:**

- RDC : en l'absence de reddition complète des rebelles, l'ONU se prépare à des opérations militaires
- Mali : huit Casques bleus blessés dans une attaque à l'explosif dans la région de Gao
- Le nouveau chef de la Mission d'action contre Ebola est arrivé au Ghana pour prendre ses fonctions
- L'OIT appelle les marques mondiales de vêtements à soutenir la hausse des salaires au Cambodge
- La Mission d'observation électorale au Burundi a officiellement commencé à travailler
- Myanmar: une experte de l'ONU se rendra dans le pays pour évaluer la situation des droits de l'homme

## **RDC : en l'absence de reddition complète des rebelles, l'ONU se prépare à des opérations militaires**



**5 janvier** - Alors que les rebelles des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) n'ont pas respecté l'échéance du 2 janvier pour leur reddition complète, la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) se prépare à des opérations militaires, a indiqué lundi un porte-parole de l'ONU.

« Il n'y a pas eu de nouvelles redditions de combattants des FDLR enregistrées depuis les premières redditions en juin », a noté le Porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, lors d'un point de presse à New York.

« La Mission de l'ONU travaille étroitement avec le gouvernement et les parties prenantes régionales et internationales pour répondre à cette situation », a-t-il ajouté, faisant notamment référence à la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et la Communauté de développement de l'Afrique australe, qui avaient établi la date-butoir du 2 janvier pour la reddition complète des rebelles.

« L'armée congolaise jouera un rôle essentiel dans les opérations contre les FDLR. La Mission de l'Onu et l'armée congolaise ont développé un plan conjoint d'opérations militaires contre les FDLR », a précisé le porte-parole.

Selon lui, les préparatifs ont commencé, la MONUSCO ayant pré-positionné des troupes et des effectifs de soutien pour soutenir les opérations.

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la RDC, Martin Kobler, a fait le point lundi sur cette question via téléconférence devant les membres du Conseil de sécurité.

Il a également évoqué l'arrestation du chef de la Force de résistance patriotique de l'Ituri, Cobra Matata, vendredi 2 janvier, et le soutien apporté par la MONUSCO à l'armée congolaise lors d'une attaque contre les Forces alliées démocratiques le 3 janvier dans la province du Nord-Kivu, ayant entraîné la mort de cinq rebelles et la capture deux autres.



## Mali : huit Casques bleus blessés dans une attaque à l'explosif dans la région de Gao



**5 janvier** - Huit Casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) ont été blessés dans une attaque à l'engin explosif survenue dimanche dans la région de Gao, a indiqué lundi la MINUSMA.

Trois de ces Casques bleus sont grièvement blessés, a ajouté la MINUSMA.

L'attaque a eu lieu à 9h45 dimanche lors du passage d'un véhicule transportant des troupes du contingent du Niger de la MINUSMA sur la route entre Asongo et Menaka dans la région de Gao.

Les blessés ont d'abord été évacués à Asongo puis transportés à Gao pour un traitement médical plus approprié.

« La MINUSMA, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux soldats blessés, salue les sacrifices que les Casques bleus continuent de faire dans l'exercice de leur noble mission en soutien au Mali, à son gouvernement et à son peuple », a déclaré la Mission.

« La MINUSMA condamne dans les termes les plus forts cette lâche attaque terroriste sur les soldats de la paix et réitère son appel à tous les acteurs en présence sur le terrain impliqués dans le processus de paix en cours de tout faire pour prévenir les attaques sur les Casques bleus et d'assurer que les responsables de ces crimes soient identifiés et traduits devant la justice », a-t-elle ajouté.

## Le nouveau chef de la Mission d'action contre Ebola est arrivé au Ghana pour prendre ses fonctions



**5 janvier** - Le nouveau chef de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre Ebola (MINUAUCE), Ismail Ould Cheikh Ahmed, est arrivé ce weekend à Accra, au Ghana, où se trouve le quartier général de la Mission, a annoncé la MINUAUCE dans un communiqué de presse.

« Il s'agit d'une crise mondiale. Nous avons certainement une période difficile devant nous, mais nous pouvons y arriver », a déclaré M. Ould Cheikh Ahmed lors d'une rencontre avec les employés de la Mission. « Nous n'avons pas de plan B, nous devons nous débarrasser de ce virus. C'est à notre portée, mais nous ne devons pas faire preuve de complaisance. »

Selon les derniers chiffres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il y a 20.206 cas d'Ebola et 7.905 décès signalés.

« Nous devons continuer jusqu'à ce que nous n'ayons plus un seul cas, parce qu'un cas, c'est un de trop », a-t-il dit. « Le travail devant nous reste très dur, mais nous n'avons vraiment pas d'autre choix », a ajouté le nouveau chef de la MINUAUCE, qui remplace Anthony Banbury.

Ould Cheikh Ahmed doit se rendre dans les jours qui viennent au Libéria et en Sierra Leone, puis en Guinée. Il sera accompagné par l'Envoyé spécial des Nations Unies sur Ebola, le Dr. David Nabarro.

Avec le soutien de la MINUAUCE, les trois pays les plus touchés ont maintenant une capacité suffisante pour isoler et traiter 100% des patients infectés par Ebola et il y a assez d'équipes pour inhumer de manière sûre et digne toutes les personnes décédées à cause du virus.

Avant sa nomination à la tête de la MINUAUCE, Ould Cheikh Ahmed a été Représentant spécial adjoint et chef adjoint de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL). Il a plus de 27 ans d'expérience dans les domaines de l'humanitaire et du développement avec les Nations Unies en Afrique, au Moyen-Orient et en Europe de l'Est.

## L'OIT appelle les marques mondiales de vêtements à soutenir la hausse des salaires au Cambodge



**5 janvier** - Suite à la hausse récente du salaire minimum pour les travailleurs de l'industrie du textile et de la chaussure au Cambodge, des experts de l'ONU ont appelé lundi les grandes marques mondiales fabriquant leurs produits dans le pays à faire leur possible pour aider le secteur à absorber les coûts supplémentaires de main d'œuvre.

Le nouveau salaire minimum, d'un montant mensuel de 128 dollars, est entré en vigueur le 1er janvier 2015. Selon les prévisions de l'Organisation internationale du travail (OIT), il devrait entraîner une augmentation du salaire moyen dans l'industrie du vêtement de 183 à 217 dollars, soit une croissance du coût de la d'œuvre d'environ 18,7%.

« Il est primordial que toutes les parties travaillent ensemble afin de s'assurer que l'industrie du vêtement au Cambodge reste économiquement viable », a déclaré le responsable de l'OIT pour la Thaïlande, le Cambodge et le Laos, Maurizio Bussi. « Nous demandons aux marques mondiales de jouer leur rôle. Nous avons reçu des signes encourageants selon lesquels les acheteurs clés du secteur honoreront les engagements pris en septembre auprès du gouvernement cambodgien ».

Cette hausse fait suite à plusieurs ajustements de même nature depuis 2012, qui ont vu le salaire minimum dans le secteur augmenter de 61 dollars par mois. Parallèlement, les paiements perçus par les usines de fabrication cambodgiennes en échange de leurs produits ont eu tendance à stagner, voire à baisser sur cette même période. Selon le Bureau of Labor Statistics (BLS), qui dépend du Département du Travail des États-Unis, les prix des importations de vêtements en provenance de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) ont chuté de 4,5% depuis juin 2012.

« Pris entre ces deux évolutions, les usines ont connu une baisse significative de leurs marges d'exploitation au cours des trois dernières années », a déclaré le spécialiste régional de l'OIT sur les questions salariales, Malte Luebker. « En principe, les usines peuvent répondre en augmentant l'efficacité, via des mesures allant d'une meilleure organisation du travail à la réalisation d'économies d'énergie. Toutefois, nos recherches montrent que ces gains sont de nature progressive et ne permettront aux usines de couvrir qu'une faible part de l'augmentation attendue des salaires ».

En effet, les prévisions font état d'une possible croissance de la productivité dans le secteur de l'habillement d'environ 4% en 2015, ce qui autoriserait en principe les usines à augmenter le salaire moyen de 7 dollars, pour atteindre un montant mensuel de 190 dollars, sans risquer une érosion de leurs marges. L'augmentation prévue du salaire moyen à 217 dollars par mois, suite à la hausse récente du salaire minimum, est par conséquent bien plus élevée que les gains susceptibles d'être engrangés par une hausse de la productivité.

Pour combler l'augmentation de la main d'œuvre, à supposer que les autres coûts de production restent inchangés, l'OIT estime que les marques mondiales devront payer les entreprises cambodgiennes entre 2,4 et 3% plus cher.

Sur le marché cambodgien des exportations de vêtements et de chaussures, évalué à 6 milliards de dollars par an, cette faible augmentation pourrait, selon l'OIT, générer des revenus supplémentaires de 160 millions de dollars afin de soutenir l'augmentation des salaires.

## La Mission d'observation électorale au Burundi a officiellement commencé à travailler



Des membres du mouvement de jeunesse du parti au pouvoir au Burundi, lors d'un meeting en septembre 2012. Photo:

IRIN/Desire Nimubona

**3 janvier** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est félicité que la Mission d'observation électorale des Nations Unies au Burundi (MENUM) ait officiellement commencé à travailler le 1er janvier 2015.

Mandatée par la résolution 2137 (2014) du Conseil de sécurité, la Mission est dirigée par l'Envoyé spécial du Secrétaire général, Cassam Uteem, de l'île Maurice, a rappelé le porte-parole du Secrétaire général dans un communiqué de presse publié vendredi soir.

La MENUM est chargée d'observer les élections présidentielle, législatives et locales qui sont prévues entre mai et septembre 2015 au Burundi.

« Le Secrétaire général note que des élections pacifiques et crédibles sont essentielles pour le peuple du Burundi, et espère que tous les Burundais vont saisir cette occasion pour consolider la paix et la stabilité dans leur pays », a dit son porte-parole.

La MENUM succède au Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB) qui a fermé en décembre 2014.

## Myanmar: une experte de l'ONU se rendra dans le pays pour évaluer la situation des droits de l'homme



**5 janvier** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a annoncé lundi l'envoi d'une experte au Myanmar afin d'évaluer la situation des droits de l'homme dans le pays.

Dans un communiqué de presse publié à Genève, l'agence a déclaré que la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, Yanghee Lee, entreprendrait sa deuxième visite officielle dans le pays du 7 au 16 janvier, afin notamment de recueillir des informations de première main sur la situation actuelle des droits humains dans les Etats de Rakhine et de Shan du Nord.

« Je vais évaluer la situation dans les camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays et dans des zones isolées de l'Etat de Rakhine, pour vérifier si des améliorations ont eu lieu concernant les conditions critiques que j'avais constatées lors de ma première visite au Myanmar en juillet 2014 », a affirmé la Rapporteuse spéciale à cette occasion.

L'experte des droits de l'homme de l'ONU rencontrera le haut responsable politique de l'Etat de Rakhine pour discuter des avancées en faveur de la paix, de la stabilité et de l'état de droit, ainsi que de la mise en œuvre du Plan d'action pour l'Etat de Rakhine. Elle rencontrera également des leaders communautaires dans le contexte actuel de tensions intercommunautaires et d'efforts en faveur d'une réconciliation.

« Dans l'Etat de Shan du Nord, je m'attacherai à évaluer la situation des droits de l'homme des minorités religieuses et ethniques », a ajouté Mme Lee. « Je discuterai également avec les différentes parties sur l'état de la violence sexuelle et sexiste durant le conflit en cours dans cette région ».

L'experte indépendante nommée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour surveiller, informer et donner des recommandations sur la situation des droits de l'homme au Myanmar évaluera également les progrès réalisés par les autorités s'agissant de la réforme démocratique du pays, alors que des élections nationales sont censées avoir lieu en 2015. La Rapporteuse spéciale prendra part à des discussions avec les autorités et la société civile, afin notamment d'encourager la conduite d'élections « transparentes, inclusives, participatives, libres et équitables ». Elle sera par ailleurs chargée

d'examiner les questions liées à la liberté d'association et des médias.

« J'accorderai une attention particulière aux fortes préoccupations soulevées par quatre projets de loi sur la protection raciale et religieuse, qui contiennent des dispositions allant à l'encontre des normes internationales des droits de l'homme », a souligné Mme Lee. « Je suis profondément préoccupée par le fait que, s'ils sont adoptés, ces projets de loi légitimeront la discrimination, en particulier contre les minorités religieuses et ethniques, et contre les femmes ».

La Rapporteuse spéciale, qui se rendra dans le pays à l'invitation du gouvernement du Myanmar, a exprimé en conclusion sa satisfaction face à l'engagement et la coopération dont ce dernier a fait preuve dans la préparation de sa mission. Mme Lee présentera un rapport sur sa visite au Conseil des droits de l'homme de l'ONU en avril 2015.